



ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

n° 25-016

Acheteur

Agence de l'eau Seine-Normandie

Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE

Téléphone : +330141201600

Objet de l'accord-cadre

Maintenance du site institutionnel de l'agence de l'eau Seine-Normandie

<https://www.eau-seine-normandie.fr/>

Sommaire

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.2 NORMES.....	4
1.3 FORME DU MARCHÉ.....	4
1.4 MODE DE PASSATION	4
1.5 CCAG APPLICABLE.....	4
2. POUVOIR ADJUDICATEUR-ACHETEUR.....	4
3. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	4
3.1 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....	4
3.2 MODALITÉS DE COMPUTATION DES DÉLAIS	5
3.3 REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
3.4 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	5
3.5 CONDITIONS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE.....	5
3.6 DEVOIR DE CONSEIL	6
3.7 APPLICATION DU CAHIER DES CLAUSES SIMPLIFIÉES DE CYBERSÉCURITÉ	6
4. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ, PROTECTION DES DONNÉES.....	7
5.1 OBLIGATIONS	7
5.2 TRAITEMENT DES DONNÉES	7
6. ASSURANCES	8
7. MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM ANNUELS DE L'ACCORD CADRE	8
8. PRIX - VARIATION DU PRIX	8
8.1 CONTENU DES PRIX	8
8.2 VARIATION DU PRIX.....	8
9. RETENUE DE GARANTIE	9
10. AVANCE	9
10.1 TAUX D'AVANCE	9
10.2 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DE L'AVANCE.....	9
10.3 MODALITÉS DE RÉSORPTION DE L'AVANCE	9
11. RÈGLEMENT DES COMPTES	10
11.1 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU PRIX.....	10
11.1.1 Contenu des demandes de paiement	10
11.1.2 Transmission des demandes de paiement.....	11
11.2 DÉLAIS DE PAIEMENT.....	12
11.3 INTÉRÊTS MORATOIRES	12
12. DURÉES ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	12
12.1 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DURÉE DE VALIDITÉ	12
12.2 MODALITÉS DE NON-RECONDUCTION	12
12.3 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES COMMANDES	12
12.4 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	13
13. PÉNALITÉS	13
13.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	13

13.2 PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON	13
13.3 PÉNALITÉS DE RETARD SUR RÉOLUTION D'ANOMALIES.....	13
13.4 PÉNALITÉS POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ OU DE CONFIDENTIALITÉ	14
13.5 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES FORMALITÉS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	14
13.6 PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS	14
14. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
14.1 LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
14.2 CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE.....	15
14.3 ESPACE COLLABORATIF	15
15. DOCUMENTATION TECHNIQUE	15
16. AUDIT DE SÉCURITÉ	15
17. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES	15
18. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	15
19. CLAUSE DE RÉEXAMEN	15
20. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
20.1 VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES	16
20.2 VÉRIFICATIONS QUALITATIVES	16
20.2.1 Vérification d'aptitude (VA).....	16
20.2.2 Vérification de service régulier (VSR)	16
21. DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATIONS	17
21.1 A L'ISSUE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES.....	17
21.2 A L'ISSUE DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS QUALITATIVES.....	17
21.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET	17
21.3.1 Admission	17
21.3.2 Ajournement.....	18
21.3.3 Réfaction	18
21.3.4 Rejet	18
22. GARANTIES.....	18
22.1 GARANTIE CONTRE LES TIERS.....	18
22.2 GARANTIE	18
22.3 PROLONGATION DU DÉLAI DE GARANTIE	19
23. DESTRUCTION DES DONNÉES	19
24. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / UTILISATION DES RÉSULTATS	19
24.1 RÉGIME DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARDS	19
24.2 RÉGIME DES RÉSULTATS	19
25. RÉSILIATION	20
25.1 RÉSILIATION POUR FAUTE	20
25.2 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	20
26. DÉCOMPTE DE RÉSILIATION.....	20
27. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE.....	20
28. DIFFÉRENDS.....	20
29. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la maintenance du site institutionnel <https://www.eau-seine-normandie.fr/> de l'agence de l'eau Seine-Normandie. Elle comprend une prestation de prise de connaissance, la maintenance corrective et préventive du site, la possibilité de commander des prestations de maintenance évolutive du site et une prestation de transfert de compétences en fin de marché.

1.2 Normes

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises obligatoires ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.3 Forme du marché

Le marché est mono-attributaire ; il est passé selon la technique des accords-cadres exécutés par bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 Mode de passation

Le marché est mono-attributaire ; il est passé selon la technique des accords-cadres exécutés par bons de commande au fur et à mesure des besoins, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.5 CCAG applicable

Le présent CCAP se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC), objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG TIC). Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCAP s'appliquent de plein droit.

2. Pouvoir adjudicateur-acheteur

Agence de l'eau Seine-Normandie

Adresse : 12 rue de l'Industrie 92400 COURBEVOIE

Téléphone : +330141201600

SIRET : 187 500 095 00166

Représentée par sa Directrice générale

3. Obligations générales des parties

3.1 Formes des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG TIC, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer

de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire ou du mandataire du groupement tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Ces dispositions sont applicables aux bons de commande et aux éventuels ordres de service.

3.2 Modalités de computation des délais

Sauf éventuelle exception du CCTP, les délais, tant administratifs que d'exécution figurant dans tous les documents régissant le présent marché sont décomptés suivant les modalités de computation indiquées à l'article 3.2. du CCAG TIC.

3.3 Représentation du pouvoir adjudicateur

La DSIUN placée sous l'autorité de la directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie assure l'exécution du présent accord cadre.

3.4 Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Le titulaire a défini dans son offre les profils de l'équipe affectée à la réalisation du marché et les noms des intervenants. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée de l'accord-cadre, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours, ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG TIC.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.5 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre

S'il y a lieu :

- Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser

Les conditions particulières d'exécution
Les conditions particulières de livraison et d'admission
Les délais de livraison
Le lieu de livraison
Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessus et à l'article 3.7 du CCAG TIC.

Les commandes successives seront adressées par messagerie électronique, sous forme de bons de commande signés.

Dès réception du bon de commande, le titulaire renverra l'accusé réception du bon de commande dûment complété et signé, par mail dans les meilleurs délais.

Dans le cas où les bons de commande seront notifiés par le biais du profil acheteur, cette notification interviendra dans les conditions fixées à l'article 3.1 ci-dessus.

3.6 Devoir de conseil

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de sa responsabilité.

3.7 Application du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

Conformément à l'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité, l'accord-cadre fait application des dispositions du cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC).

Le CCSC a pour vocation d'assurer un cadre de sécurisation des systèmes d'information et des données associées.

4. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives sont, par ordre de priorité décroissante les suivantes :

1. L'acte d'engagement de l'accord cadre et son annexe le bordereau des prix forfaitaire et unitaires (BPFU) dûment complétés et signés par le titulaire,
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence de l'eau fait seul foi,
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence de l'eau fait seul foi,
4. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG TIC)
5. L'offre technique du titulaire
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Bien que non jointe la pièce n° 4 est réputée connue du titulaire.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, CCTP, du CCAG-TIC ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

5. Obligations de confidentialité, protection des données

5.1 Obligations

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG TIC.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de 150 euros par manquement constaté.

5.2 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Les prestations du présent accord-cadre impliquent un traitement de données à caractère personnel pour le compte du Responsable de traitement (Agence de l'eau représentée par la DG). A cet effet il sera procédé, à la signature d'une convention/contrat RGPD, selon le modèle fourni, à la notification du présent accord cadre et avant toute passation de commande, afin de définir les obligations respectives des parties en matière de protection des données à caractère personnel.

- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier sont les suivantes :

La convention/contrat RGPD signées par les parties précise les obligations de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée.

- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées sont les suivantes :

De même, la finalité, la description et la durée du traitement ainsi que les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti sont précisés dans la convention/contrat RGPD.

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations sont les suivantes :

Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité

des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel sont précisées dans la convention/contrat RGPD.

- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont les suivantes :

La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché sont prévus dans la convention/contrat RGPD.

En cas de méconnaissance de la réglementation relative au traitement des données par le titulaire, ce dernier encoure la résiliation du marché, sans qu'il soit nécessaire d'appliquer des pénalités au préalable.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute.

6. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

7. Montants minimum et maximum annuels de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu sans minimum et pour un montant maximum annuel qui évolue, en cas de reconduction, comme précisé dans le tableau ci-dessous :

Année	Montant maximum annuel (H.T.)
1 ^{ère} période (sur 12 mois)	100 000
2 ^{ème} période (sur 12 mois)	100 000
3 ^{ème} période (sur 12 mois)	100 000
4 ^{ème} période (sur 12 mois)	100 000

La TVA au taux en vigueur (actuellement de 20%) s'applique à ces montants.

8. Prix - Variation du prix

8.1 Contenu des prix

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

8.2 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont définitifs, unitaires et **révisables**.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du contrat.

A chaque date anniversaire de l'accord-cadre, les prix sont révisés en application de la formule suivante :

$P1 = P0 (0,125 \times 0,875(S1/S0))$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

P0 = prix contractuel d'origine

S0 = indice SYNTEC REVISE connu à la date limite de remise des offres

S1 = dernier indice SYNTEC REVISE connu à la date de révision du prix.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG TIC, les prix de règlement pour une commande sont ceux applicables lors de la notification de la commande.

9. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

10. Avance

10.1 Taux d'avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 10%.

Dans le cas où elle n'est pas refusée par le titulaire, l'avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxe et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois sera versée de la manière suivante:

- Si son délai d'exécution est inférieur ou égal à 12 mois, 10% du montant TTC de la commande,
- Si son délai d'exécution N exprimé en mois est supérieur à 12, 12/N de 10% du montant TTC de la commande.

10.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera pour chaque bon de commande, à sa date de notification.

10.3 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du bon de commande selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations- 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

11. Règlement des comptes

11.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement dans les conditions fixées ci-après.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG TIC, les précisions suivantes sont apportées :

- **Concernant les prestations de prise de connaissance** (prestation n°1) **et de transfert de compétences** (prestation n°4), le règlement sous forme de paiement partiel définitif aura lieu après admission des prestations.

- **Concernant la maintenance corrective et préventive** (prestation n°2), le règlement aura lieu trimestriellement après admission des prestations (à terme échu).

Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif.

Si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise au sens du R2151-13 du code de la commande publique, des acomptes pourront également être versés mensuellement à la demande du titulaire.

- **Concernant les prestations de maintenance évolutive** (prestation n°3), pour tout bon de commande dont le délai d'exécution excède 3 mois, des acomptes trimestriels sont versés au titulaire selon l'état d'avancement des prestations et le solde sous forme de paiement partiel définitif interviendra après admission des prestations.

Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieur à 3 mois, le règlement prendra la forme d'un règlement partiel définitif après admission des prestations.

Les acomptes peuvent également être versés mensuellement à la demande du titulaire si ce dernier est une PME ou un artisan au sens du R2151-13 du code de la commande publique.

11.1.1 Contenu des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

- Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.
- Les factures comprennent les mentions suivantes :
 - La date d'émission de la facture
 - La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
 - La référence de l'accord-cadre
 - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
 - La date d'exécution des services
 - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées

- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.1.2 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 18750009500166.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, comme par exemple, le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

11.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

12. Durées et délais d'exécution

12.1 Durée de l'accord-cadre et durée de validité

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'une année à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement au plus trois fois par période de 1 an, sauf renonciation de l'agence de l'eau dans les conditions précisées ci-après.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction tacite.

La durée de validité de l'accord cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Cette durée correspond à la durée indiquée ci-dessus.

12.2 Modalités de non-reconduction

En cas de non-reconduction, l'agence de l'eau notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant sa date anniversaire de notification.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et par l'exécution des commandes en cours même si leur durée excède la durée de validité de l'accord cadre.

En cas de décision de non-reconduction de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

12.3 Délais d'exécution des commandes

Pour la maintenance corrective et préventive (prestation n°2) et évolutive (prestation n°3), les délais d'exécution sont fixés dans les bons de commande. Pour la prise de connaissance (prestation n°1) et le transfert de compétences (prestation n°4), les délais d'exécution sont fixés dans le CCTP.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification.

Les commandes pourront s'exécuter dans un délai maximal de 6 mois au-delà de la date limite de

validité de l'accord-cadre.

12.4 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG TIC sont seules applicables.

13. Pénalités

13.1 Dispositions générales

En application de l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les décomptes de pénalités de retard sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable. A réception de ce décompte, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations. Passé ce délai il est réputé avoir accepté les pénalités. Le montant des pénalités de retard ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la facture suivante ou fait l'objet d'un titre de recette si une telle facture n'existe pas.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités de retard sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, tel qu'issu de la formule mentionnée à l'article infra, et dans la limite du plafond fixé au présent document.

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. En conséquence, le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution de son fait a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées aux articles 47 et 50 du CCAG TIC.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

13.2 Pénalités pour retard de livraison

Ces pénalités s'appliquent aux prestations n°1 (prise de connaissance), n°3 (maintenance évolutive) et n°4 (transfert de compétence).

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité calculée selon la formule suivante : pénalité journalière de 1/200 du montant de la commande

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

dans laquelle :

- P = montant de la pénalité ;
- V = montant HT de la commande concernée ;
- R = nombre de jours calendaires (entamés) de retard.

13.3 Pénalités de retard sur résolution d'anomalies (prestation n°2)

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC :

Pénalité pour non-respect des délais de résolution d'anomalies bloquantes :

En cas de non-respect d'un délai de résolution d'une anomalie bloquante, fixé à l'article 4.2 du CCTP, le titulaire encourt, avec mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure ou faute de l'Agence de l'eau, une pénalité calculée de la manière suivante :

$$P = (V \times R) / 30 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération trimestrielle versée au titre de la maintenance ;

R = nombre de jours cumulés des dépassements de délais de résolutions des anomalies bloquantes clôturées dans le trimestre.

Pénalité pour non-respect des délais de résolution d'anomalies non bloquantes :

En cas de non-respect d'un délai de résolution d'une anomalie non bloquante, fixé à l'article 4.2 du CCTP, le titulaire encourt, avec mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure ou faute de l'Agence de l'eau, une pénalité calculée de la manière suivante :

$$P = (V \times R) / 100 ;$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération trimestrielle versée au titre de la maintenance ;

R = nombre de jours cumulés des dépassements de délais de résolutions des anomalies non bloquantes clôturées dans le trimestre.

13.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1 du CCAG TIC, le titulaire s'expose à des pénalités définies à l'article 14.3 du CCAG TIC.

13.5 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du montant maximal du marché pour la période considérée, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

13.6 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG TIC, le montant cumulé des pénalités de retard prévues respectivement aux articles 13.2 à 13.4 ci-dessus, est plafonné à 20% du montant du montant maximum annuel sur la période concernée.

14. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

14.1 Lieux d'exécution des prestations

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

14.2 Clause environnementale

Pour le présent marché, l'acheteur n'a pas prévu de clauses sociales.

En cas de déplacement nécessaire pour les besoins de l'agence de l'eau, le titulaire s'engage à mettre en place de mesures en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air. L'organisation de visioconférences pour les différents échanges sera favorisée.

14.3 Espace collaboratif

Le cas échéant, un espace collaboratif sera mis à disposition du titulaire afin de favoriser les échanges. Tout dépôt sera précédé d'un mémo d'information aux membres du comité de projet.

15. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct de l'outil et à son maintien en condition opérationnelle telle que définie au CCTP.

S'il s'agit d'apporter des modifications à la documentation existante, le titulaire fournira une nouvelle version numérotée et datée.

16. Audit de sécurité

Dans le cadre du marché, l'acheteur pourra effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur. Cet audit sera effectué dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG TIC.

17. Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution de l'accord cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être prescrites suivant les conditions de l'article 25 du CCAG TIC. Ces prestations donneront lieu à la conclusion d'un avenant dans les limites dudit article.

18. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 26 du CCAG TIC seront applicables.

19. Clause de réexamen

En cas de circonstance que le titulaire ou l'acheteur ne pourraient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examineront de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas

échéant, les parties conviendront, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire sera tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'agence de l'eau d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix déjà prises en compte dans la formule de variation des prix du marché prévue à l'article 8.2 ci-dessus.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans les mêmes conditions prévues ci-dessus à l'article 10.

20. Constatation de l'exécution des prestations

La livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

20.1 Vérifications quantitatives

Les vérifications quantitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 31 du CCAG TIC.

20.2 Vérifications qualitatives

Les vérifications qualitatives seront effectuées conformément aux dispositions des articles 30 et 32 du CCAG TIC.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

20.2.1 Vérification d'aptitude (VA)

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche (MOM).

Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées au CCTP.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

20.2.2 Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

21. Décisions après vérifications

21.1 A l'issue des opérations de vérifications quantitatives

À l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai de :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

21.2 A l'issue des opérations de vérifications qualitatives

À l'issue de la vérification d'aptitude :

Le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision sera de trente jours à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 21.3 ci-dessous.

À l'issue de la vérification de service régulier :

L'acheteur disposera d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prendra une décision d'admission des prestations.

L'admission pourra être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai maximal de sept jours, mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier sera considéré comme positif et les prestations seront réputées admises.

21.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet

21.3.1 Admission

L'acheteur prononcera l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et des bons de commande associés. L'admission prendra effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, l'admission prendra effet au terme du délai de sept jours, tel que mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC.

21.3.2 Ajournement

Si l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il pourra décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invitera le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire devra faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur aura le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG TIC, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours, ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaudra décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur disposera à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

21.3.3 Réfaction

Si l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononcera l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision devra être motivée. Elle ne pourra être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il sera réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur disposera ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur sera réputé avoir accepté les observations du titulaire.

21.3.4 Rejet

Si l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononcera le rejet partiel ou total.

La décision de rejet devra être motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

22. Garanties

22.1 Garantie contre les tiers

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution de l'accord-cadre.

22.2 Garantie

Conformément aux dispositions de l'article 36.1 du CCAG TIC, les prestations font l'objet des garanties suivantes :

- Prise de connaissance, transfert de compétences : sans objet
- Maintenance corrective et préventive, maintenance évolutive : 1 an

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission (après la VSR).

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par l'acheteur après consultation du titulaire.

22.3 Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration des délais de garantie prévus à l'article 22.2 ci-dessus, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ces délais sont prolongés jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

23. Destruction des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire devra restituer sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruira, dans un délai de 3 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données seront constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction devront être conformes aux réglementations en vigueur.

24. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats

24.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Il est fait application des dispositions des articles 44 et 45 du CCAG TIC.

24.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 46 du CCAG TIC :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'agence de l'eau, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à chacun d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures,

lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

En application de l'article 44.2 du CCAG-TIC, l'offre du titulaire précise pour les logiciels standards sous licence propriétaire du produit, les mesures mises en place pour préserver les droits des bénéficiaires (telle que le séquestre des codes sources par exemple) en cas de défaillance (redressement ou liquidation, amiable ou judiciaire, ou procédure équivalente de l'éditeur ou manquements graves aux obligations contractuelles, notamment de maintenance du logiciel standard).

25. Résiliation

Les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG TIC sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

25.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50 du CCAG TIC.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 54 du CCAG TIC. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

25.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

26. Décompte de résiliation

Le décompte de résiliation est établi suivant les dispositions de l'article 52 du CCAG TIC.

27. Modifications de l'accord cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

28. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TIC.

La loi française est seule applicable.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif du ressort du siège de l'agence de l'eau Seine-Normandie.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français".

29. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG TIC par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 3.4.3 du CCAG TIC par l'article *Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire*
- À l'article 10.2.2 du CCAG TIC par l'article *Variation du prix*
- À l'article 14.1.1 du CCAG TIC par l'article *Pénalités - Pénalités pour retard de livraison*
- À l'article 14.1.1 du CCAG TIC par l'article *Pénalités - Pénalités de retard sur résolution d'anomalies*
- À l'article 14.1.2 du CCAG TIC par l'article *Pénalités - Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité*
- À l'article 14.1.3 du CCAG TIC par l'article *Pénalités – Plafonnement des pénalités*